

Seine-Maritime

La création d'entreprises en 2018 et son évolution depuis 2000

● Les principaux indicateurs de l'année 2018

Année 2018	Seine-Maritime	Normandie	France hors Île-de-France
Nombre de créations d'entreprises	8 718	22 333	461 816
Entreprises classiques	5 233	13 659	270 452
Micro-entrepreneurs	3 485	8 674	191 364
<i>Part des micro-entrepreneurs (%)</i>	<i>40,0</i>	<i>38,8</i>	<i>41,4</i>
Évolution annuelle (%)	+ 22,7	+ 18,9	+ 16,4
Entreprises classiques	+ 15,7	+ 11,6	+ 10,5
Micro-entrepreneurs	+ 35,0	+ 32,4	+ 26,0
Nombre de créations pour 10 000 habitants	69	67	88
Nombre d'entreprises au 31 décembre 2017	59 346	170 494	3 370 678
Taux de renouvellement pour 1 000 entreprises (‰)	147	131	137

● L'évolution de la création d'entreprises depuis 2000

Indice base 100 en 2000



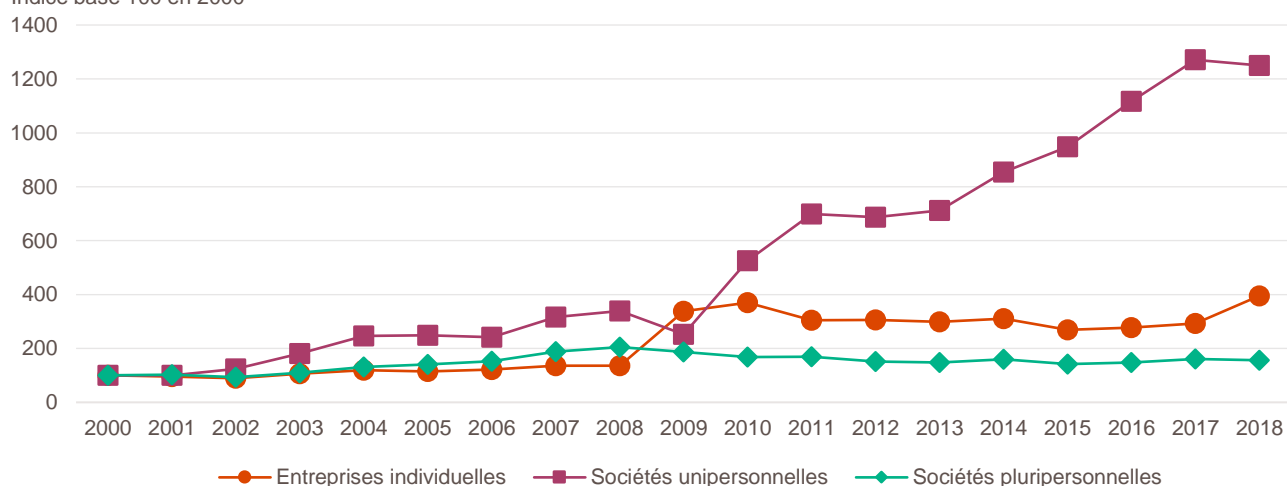
Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
France hors Île-de-France	+ 6,7	+ 35,6	- 4,1	- 1,2	- 1,0	+ 10,8
Normandie	+ 7,3	+ 35,5	- 4,3	- 2,7	- 0,5	+ 11,0
Seine-Maritime	+ 6,9	+ 34,5	- 1,9	- 1,8	+ 0,0	+ 14,8

● Les créations d'entreprises par nature juridique

Année 2018	Nombre	Part (%)	Évolution annuelle (%)
Entreprises individuelles	6 413	73,6	+ 35,2
Micro-entrepreneurs	3 485	40,0	+ 35,0
Autres entreprises individuelles	2 928	33,6	+ 35,6
Sociétés	2 305	26,4	- 2,5
Unipersonnelles (SASU et EURL)	1 113	12,8	- 1,6
Pluripersonnelles	1 192	13,7	- 3,2
SARL	592	6,8	- 5,4
SAS	519	6,0	- 0,8
Autres sociétés	81	0,9	- 2,4
Total Seine-Maritime	8 718	100,0	+ 22,7

Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
Entreprises individuelles	+ 4,5	+ 57,2	- 5,1	- 0,9	- 2,5	+ 19,5
Micro-entrepreneurs	---	---	- 3,0	- 6,3	- 9,1	+ 18,6
Autres entreprises individuelles	+ 4,5	- 18,0	- 10,9	+ 14,4	+ 9,2	+ 20,5
Sociétés	+ 10,6	- 2,0	+ 7,7	- 4,0	+ 6,4	+ 4,1
Unipersonnelles (SASU et EURL)	+ 17,9	- 10,7	+ 66,3	+ 1,0	+ 16,2	+ 5,8
Pluripersonnelles	+ 9,5	- 0,4	- 4,8	- 6,5	- 0,0	+ 2,5
SARL	+ 10,6	- 3,2	- 7,7	- 8,5	- 11,4	- 0,9
SAS	+ 9,5	+ 30,5	+ 17,3	+ 10,2	+ 33,8	+ 9,1
Autres sociétés	- 1,8	+ 15,1	+ 2,8	- 12,9	+ 3,8	- 7,7
Total Seine-Maritime	+ 6,9	+ 34,5	- 1,9	- 1,8	+ 0,0	+ 14,8

Indice base 100 en 2000



Source : Insee (Sirène, REE, RP).

● Les créations d'entreprises par secteur d'activité

Année 2018	Nombre	Part (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)	Évolution annuelle (%)	Taux de renouvellement (‰)
Activités secondaires	1 180	13,5	20,3	+ 19,8	114
Industrie	371	4,3	26,4	+ 37,4	128
Construction	809	9,3	17,4	+ 13,1	108
Activités de type commerce	2 767	31,7	29,2	+ 11,1	121
Commerce de détail	931	10,7	33,5	+ 9,1	116
Commerce de gros	111	1,3	16,2	+ 11,0	74
Commerce de bouche ^a	37	0,4	13,5	+ 19,4	41
Immobilier	332	3,8	13,3	- 7,8	139
Hébergement et restauration	487	5,6	18,7	+ 8,7	113
Commerce et réparation auto.	259	3,0	24,3	+ 17,7	155
Services en dir. des personnes ^b	610	7,0	44,9	+ 27,3	147
Activités de type services	4 771	54,7	51,1	+ 31,5	183
Courtage	235	2,7	16,2	+ 75,4	313
Transports et entreposage	1 012	11,6	51,7	+ 218,2	538
Activités scientifiques et techniques	1 251	14,3	59,4	+ 12,8	186
Activités de soutien aux entreprises	489	5,6	36,4	+ 31,8	192
Information et communication	323	3,7	68,7	- 0,3	211
Enseignement	336	3,9	86,6	+ 9,4	181
Arts, spectacles et act. récréatives	280	3,2	75,4	+ 26,7	200
Santé humaine et action sociale ^c	610	7,0	32,0	- 3,2	88
Activités financières et d'assurance	235	2,7	16,2	+ 9,3	95
Total Seine-Maritime	8 718	100,0	40,0	+ 22,7	147

Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
Activités secondaires	+ 6,0	+ 23,1	+ 1,3	- 1,2	- 4,6	+ 7,8
Industrie	+ 0,9	+ 22,8	+ 4,3	+ 1,4	- 5,9	+ 23,6
Construction	+ 7,9	+ 23,2	+ 0,4	- 2,0	- 4,1	+ 2,3
Activités de type commerce	+ 7,6	+ 38,4	- 5,4	- 2,2	- 3,4	+ 9,2
Commerce de détail	+ 6,3	+ 44,1	- 9,6	- 4,3	- 6,4	+ 3,4
Commerce de gros	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,3	- 2,7	+ 0,3	+ 1,4
Commerce de bouche ^a	+ 18,2	- 31,7	+ 29,1	+ 0,0	- 4,0	+ 9,2
Immobilier	+ 11,5	- 2,1	+ 13,4	- 1,2	+ 6,7	+ 15,2
Hébergement et restauration	+ 6,4	+ 20,6	+ 1,3	- 1,9	+ 9,5	+ 4,6
Commerce et réparation auto.	+ 8,4	+ 24,1	+ 3,4	+ 12,9	- 2,7	+ 14,7
Services en dir. des personnes ^b	+ 10,5	+ 83,7	- 9,9	- 3,3	- 12,0	+ 20,7
Activités de type services	+ 6,5	+ 36,0	+ 0,2	- 1,6	+ 4,6	+ 20,6
Courtage	+ 5,7	+ 1,8	+ 3,6	- 4,6	- 9,9	+ 37,1
Transports et entreposage	+ 3,8	+ 0,8	+ 11,4	- 6,6	+ 20,6	+ 110,7
Activités scientifiques et techniques	+ 9,0	+ 43,5	+ 1,6	- 5,8	+ 4,7	+ 16,2
Activités de soutien aux entreprises	+ 11,4	+ 54,2	- 9,1	- 5,0	+ 1,2	+ 15,9
Information et communication	+ 2,7	+ 58,2	- 7,6	+ 5,5	- 7,9	+ 22,0
Enseignement	+ 8,9	+ 70,9	+ 0,5	- 0,2	- 0,8	+ 7,1
Arts, spectacles et act. récréatives	- 2,5	+ 98,9	- 2,7	- 10,7	+ 7,3	+ 6,5
Santé humaine et action sociale ^c	+ 4,6	+ 9,7	+ 12,0	+ 15,3	+ 12,0	- 4,1
Activités financières et d'assurance	+ 9,5	+ 0,0	+ 2,2	- 3,3	+ 12,1	+ 3,4
Total Seine-Maritime	+ 6,9	+ 34,6	- 2,0	- 1,8	+ 0,0	+ 14,8

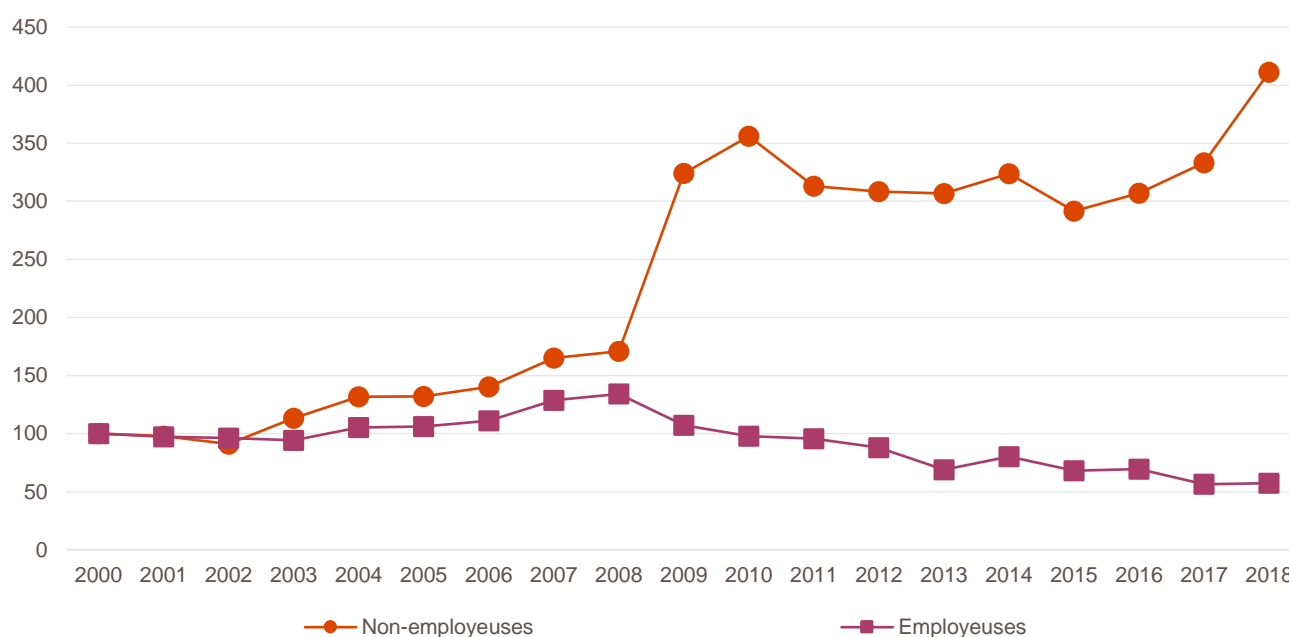
Source : Insee (Sirène, REE, RP).

● Les créations d'entreprises par taille au démarrage de l'activité

Année 2018	Nombre	Part (%)	Évolution annuelle (%)
Non-employeuses (sans salarié)	8 481	97,3	+ 23,4
Employeuses	237	2,7	+ 1,7
1 à 2 salariés	188	2,2	+ 5,6
3 à 5 salariés	29	0,3	- 6,5
6 à 9 salariés	6	0,1	- 33,3
10 salariés et plus	14	0,2	- 6,7
Total Seine-Maritime	8 718	100,0	+ 22,7

Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
Non-employeuses (sans salarié)	+ 7,4	+ 40,1	- 1,7	- 1,0	+ 0,0	+ 15,7
Employeuses	+ 3,7	- 8,7	- 5,6	- 15,1	+ 0,2	- 9,1
Total Seine-Maritime	+ 6,9	+ 34,6	- 2,0	- 1,8	+ 0,0	+ 14,8

Indice base 100 en 2000



Source : Insee (Sirène, REE, RP).

● Les créations d'entreprises en zones rurales

Densité de population des communes

Année 2018	Nombre	Part (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)	Taux de renouvellement (‰)	Créations pour 10 000 habitants	Évolution annuelle (%)
Communes denses	4 629	53,1	42,0	172	90	+ 28,5
Communes intermédiaires	1 735	19,9	38,0	122	54	+ 11,6
Communes peu denses	2 221	25,5	37,3	128	53	+ 20,6
Communes très peu denses	132	1,5	38,6	153	53	+ 24,5
Total Seine-Maritime	8 717	100,0	40,0	147	69	+ 22,7

Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
Communes denses	+ 5,8	+ 36,1	- 1,5	- 1,9	+ 1,9	+ 19,3
Communes intermédiaires	+ 7,0	+ 31,8	- 2,1	- 1,1	- 2,0	+ 8,2
Communes peu denses	+ 8,5	+ 32,5	- 2,4	- 1,1	- 0,4	+ 10,9
Communes très peu denses	+ 6,9	+ 60,3	- 3,9	- 3,4	- 9,8	+ 26,1
Total Seine-Maritime	+ 6,9	+ 34,6	- 2,0	- 1,8	+ 0,0	+ 14,8

Indice base 100 en 2000



Source : Insee (Sirène, REE, RP).

Les zones de revitalisation rurale (ZRR)

Année 2018	Nombre	Part (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)	Taux de renouvellement (‰)	Créations pour 10 000 habitants	Évolution annuelle (%)
Communes hors ZRR	8 319	95,4	40,2	149	69	+ 22,7
Communes de montagne en ZRR	0	0,0	---	---	---	---
Communes en ZRR	399	4,6	35,3	109	50	+ 22,0
Total Seine-Maritime	8 717	100,0	40,0	147	69	+ 22,7

Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
Communes hors ZRR	+ 6,9	+ 34,0	- 1,8	- 1,5	+ 0,3	+ 15,5
Communes de montagne en ZRR	---	---	---	---	---	---
Communes en ZRR	+ 5,6	+ 40,6	- 4,7	- 3,1	- 2,2	+ 5,3
Total Seine-Maritime	+ 6,9	+ 34,6	- 2,0	- 1,8	+ 0,0	+ 14,8

Indice base 100 en 2000



Source : Insee (Sirène, REE, RP).

Note méthodologique

Sources et définitions

Source des données

Pour réaliser ces fiches statistiques, l'Observatoire de la création d'entreprise (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) issues du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene ainsi que des résultats du recensement de la population, les deux administrés par l'Insee.

Définition du champ d'analyse

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, autrement dit, sur les activités de l'industrie, du commerce et des services. Ils concernent le département de la Seine-Maritime et la France entière.

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne peuvent être dénombrées au sens du concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité.

Micro-entrepreneur

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de micro-entrepreneur requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009, et de nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008.

Entreprise classique

Ce terme définit l'ensemble des entreprises (individuelles et sociétés) hors régime du micro-entrepreneur (ex auto-entrepreneur).

Taille des entreprises

Elle est définie par le nombre de salariés au démarrage de l'activité de l'entreprise. Certaines années, la donnée peut être manquante pour quelques entreprises.

Densité de population des communes

L'approche des espaces ruraux se réfère à la densité de population des communes. La typologie utilisée est celle de l'Insee, intitulée grille communale de densité. Elle est basée sur le maillage urbain des communes, ainsi que sur la répartition de la population sur le territoire communal en repérant les concentrations et dispersions. Quatre catégories sont ainsi définies :

- les communes denses,
- les communes intermédiaires,
- les communes peu denses,
- les communes très peu denses.

Pour certaines communes, la catégorie de densité n'est pas connue. Elles sont donc comptabilisées en tant que « communes non répertoriées ».

Zone de revitalisation rurale (ZRR)

Les zones de revitalisation rurale (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

Une nouvelle définition des zones rurales est en vigueur depuis juillet 2017. Les données des années antérieures ont été rétopolées pour que la définition des zones corresponde à celle de 2017.

Pour certaines communes, leur appartenance ou non à une ZRR n'est pas connue. Elles sont donc comptabilisées en tant que « communes non répertoriées ».

Calculs et exemples de lecture

Taux de renouvellement du parc des entreprises

Nombre de créations d'entreprises recensées une année donnée rapporté au nombre d'entreprises existantes dans le stock au 1^{er} janvier de la même année. Il est exprimé pour 1 000 (‰) entreprises existantes.

Exemple : en France hors Île-de-France, ce taux s'élevait à 137 ‰ en 2018. Autrement dit, pour 1 000 entreprises existantes, 137 créations ont été recensées.

Nombre de créations pour 10 000 habitants

Nombre de créations enregistrées une année donnée rapporté au nombre d'habitants (population dite « totale » issue du recensement de la population au 1^{er} janvier 2015).

Exemple : en France hors Île-de-France, ce taux s'élevait à 88 pour 10 000 en 2018. Autrement dit, 88 créations d'entreprises ont été dénombrées pour 10 000 habitants.

Indice base 100 en 2000

Cet indicateur utilisé dans les graphiques permet une comparaison de l'évolution du nombre de créations d'entreprises de différentes caractéristiques ou zones géographiques en les réduisant à des indices comparables. Le nombre annuel de créations d'entreprises est recalculé sur une base de 100 créations en 2000.

Exemple : en France hors Île-de-France, cet indicateur est de 309 en 2018. Autrement dit, pour 100 entreprises créées en 2000 en France hors Île-de-France, 309 créations d'entreprises ont été recensées en 2018.

Taux de croissance annuel moyen (TCAM)

Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Le TCAM est plus approprié que le taux de variation annuelle (qui compare l'évolution d'une année sur l'autre) lorsqu'il s'agit de comparer l'évolution d'un indicateur sur des périodes de durées différentes.

Exemple : un TCAM de 2 % entre 2000 et 2010, signifie une croissance moyenne de 2 % chaque année, pendant les dix années séparant 2000 et 2010. Dans ce cas, le taux de variation annuelle sera de 22 % (la variation entre 2000 et 2010), avec une évolution de 2 % tous les ans, pendant 10 ans.

Phases de conjoncture économiques

Sur la période allant de 2000 à 2018, la conjoncture économique française peut être découpée en 6 périodes distinctes, pour l'interprétation de l'évolution de la création d'entreprise à la lumière du contexte macroéconomique :

- 2000 à 2007 : l'avant-crise
- 2007 à 2009 : la crise financière
- 2009 à 2011 : une embellie économique
- 2011 à 2013 : la crise de la dette souveraine en Europe
- 2013 à 2016 : une reprise économique
- 2016 à 2018 : une accélération de la croissance

Notes de lecture :

a. Le secteur du « commerce de bouche », composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Le secteur « services en direction des personnes » est intitulé « en direction des personnes » car il regroupe non seulement les services à la personne tels que définis par la loi Borloo du 26 juillet 2005, mais aussi d'autres activités liées aux personnes telles que les salons de coiffure, les esthéticiennes, etc.

c. Dans le secteur de la « santé humaine et action sociale » regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 25/06/2019.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprises dans le département de la Seine-Maritime, Fiche statistique 2018. Bpifrance Création, juin 2019. »

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.